



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

DEUXIÈME SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le jeudi 11 novembre 2021 – N° 12

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1
AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Saint-François sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Nicole Bergeron, la Lionne de Brompton.*
- Le député de Viau sur le sujet suivant : *Hommage au travail de Diabète Québec.*
- La députée de Côte-du-Sud sur le sujet suivant : *75 ans d'implication auprès des jeunes pour le Club Richelieu de Montmagny.*
- La députée de Saint-Laurent sur le sujet suivant : *Souligner la Semaine des professionnelles et professionnels de l'éducation.*
- Le député de Chambly sur le sujet suivant : *Hommage à M. Jacques Ladouceur – maire sortant de Richelieu qui tire sa révérence après 16 ans consécutifs à titre de maire.*
- La députée de Taschereau sur le sujet suivant : *La mobilisation des porteurs des droits de l'enfant.*
- La députée de Montarville sur le sujet suivant : *Les 40 ans de l'Orchestre métropolitain de Montréal.*
- Le député des Îles-de-la-Madeleine sur le sujet suivant : *CFIM, depuis 40 ans, le son de la mer.*
- La députée de Lotbinière-Frontenac sur le sujet suivant : *Hommage posthume à l'honorable Raymond C. Setlakwe.*
- Le député de Beauce-Nord sur le sujet suivant : *Souligner le mois de la sensibilisation à la RCR.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) **Projet de loi n° 1**
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin d'améliorer l'accessibilité au réseau des services de garde éducatifs à l'enfance et de compléter son développement
Présenté par le ministre de la Famille le **21 octobre 2021**
- 2) **Projet de loi n° 2**
Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil
Présenté le ministre de la Justice le **21 octobre 2021**
- 3) **Projet de loi n° 3**
Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement dans le secteur financier
Présenté par le ministre des Finances le 20 octobre 2021
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le **10 novembre 2021**
- 4) **Projet de loi n° 4**
Loi renforçant la gouvernance des sociétés d'État et modifiant d'autres dispositions législatives
Présenté par le ministre des Finances le **26 octobre 2021**

- 5) Projet de loi n° 5*
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 25 mars 2021 et à certaines autres mesures
Présenté par le ministre des Finances le **2 novembre 2021**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 6) Projet de loi n° 7
Loi visant à faciliter le déroulement des prochaines élections générales provinciales dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 et modifiant la Loi électorale
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Réforme électorale le **27 octobre 2021**
- 7) Projet de loi n° 8
Loi visant à reporter l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la Loi transférant au commissaire au lobbying la responsabilité du registre des lobbyistes et donnant suite à la recommandation de la Commission Charbonneau concernant le délai de prescription applicable à la prise d'une poursuite pénale
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Réforme électorale le **9 novembre 2021**
- 8) Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**
- 9) Projet de loi n° 102
Loi visant principalement à renforcer l'application des lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du plan pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **5 octobre 2021**

Étude détaillée en commission

- 10)** Projet de loi n° 6
Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions
Présenté par le ministre délégué à la Transformation numérique gouvernementale le 28 octobre 2021
Principe adopté le **10 novembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 11)** Projet de loi n° 23
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 12)** Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 11 février 2020
Principe adopté le **8 octobre 2020**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 13)** Projet de loi n° 92
Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et portant sur la formation des juges en ces matières
Présenté par le ministre de la Justice le 15 septembre 2021
Principe adopté le 22 septembre 2021, et
Renvoyé à la Commission des institutions
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **28 octobre 2021**

- 14)** Projet de loi n° 96
Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français
Présenté par le ministre responsable de la Langue française le 13 mai 2021
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations)
déposé le 21 octobre 2021
Principe adopté le **4 novembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation
- 15)** Projet de loi n° 101
Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute
autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance
de la qualité des services de santé et des services sociaux
Présenté par la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants le
9 juin 2021
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations)
déposé le 5 octobre 2021
Principe adopté le **6 octobre 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 16)** Projet de loi n° 103
Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement aux fins
d'allègement du fardeau administratif
Présenté par la ministre déléguée à l'Économie le 6 octobre 2021
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé
le 4 novembre 2021
Principe adopté le **9 novembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 17) Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 18) Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 19) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 20) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 21) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**
- 22) Projet de loi n° 198
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 23) Projet de loi n° 199
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**

- 24) Projet de loi n° 390
Loi prévoyant la suspension temporaire du droit d'augmenter le loyer d'un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 novembre 2021**
- 25) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 26) Projet de loi n° 392
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 27) Projet de loi n° 393
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 28) Projet de loi n° 394
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 octobre 2021**
- 29) Projet de loi n° 395
Loi instituant le Fonds de transition juste
Présenté par le député de Jonquière le **28 octobre 2021**
- 30) Projet de loi n° 396
Loi pour une meilleure qualité de l'air
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 octobre 2021**
- 31) Projet de loi n° 397
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**

- 32) Projet de loi n° 398
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **20 février 2020**
- 33) Projet de loi n° 399
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 34) Projet de loi n° 490
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le
26 septembre 2019
- 35) Projet de loi n° 491
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le
12 novembre 2020
- 36) Projet de loi n° 493
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 37) Projet de loi n° 495
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**
- 38) Projet de loi n° 496
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 39) Projet de loi n° 497
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**

- 40) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d’instaurer la gratuité des services d’enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**
- 41) Projet de loi n° 591
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l’accès à un emploi ou à un poste la connaissance d’une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**
- 42) Projet de loi n° 592
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin d’accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **11 juin 2021**
- 43) Projet de loi n° 593
Loi modifiant l’âge requis pour posséder la qualité d’électeur
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **10 juin 2021**
- 44) Projet de loi n° 594
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **26 mai 2020**
- 45) Projet de loi n° 595
Loi créant le registre des loyers
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2020**
- 46) Projet de loi n° 596
Loi instituant Pharma-Québec
Présenté par le député de Jean-Lesage le **15 septembre 2020**
- 47) Projet de loi n° 597
Loi visant à améliorer le soutien offert aux entrepreneurs et aux agriculteurs en matière de santé mentale
Présenté par le député de Nelligan le **10 juin 2020**

- 48) Projet de loi n° 598
Loi autorisant la vente, pour emporter ou livrer, de boissons alcooliques à base de spiritueux par le titulaire d'un permis d'alcool de restaurant pour vendre
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **12 juin 2020**
- 49) Projet de loi n° 599
Loi visant le respect de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **22 septembre 2020**
- 50) Projet de loi n° 691
Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'assurer le maintien de services de transport aérien dans certaines régions du Québec
Présenté par le député de Mont-Royal–Outremont le **30 septembre 2020**
- 51) Projet de loi n° 692
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **21 octobre 2020**
- 52) Projet de loi n° 693
Loi modifiant la Loi électorale afin de prévenir et de combattre les violences à caractère sexuel dans le cadre des activités politiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **22 octobre 2020**
- 53) Projet de loi n° 694
Loi encadrant la nomination de certains titulaires d'un emploi supérieur
Présenté par le député de René-Lévesque le **10 juin 2021**
- 54) Projet de loi n° 695
Loi visant à fixer une norme pour la concentration maximale de manganèse dans l'eau potable
Présenté par la députée de Vaudreuil le **9 décembre 2020**
- 55) Projet de loi n° 697
Loi visant à renforcer la divulgation d'actes répréhensibles et la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par le député de Jonquière le **17 mars 2021**

- 56) Projet de loi n° 698
Loi limitant temporairement les frais de services de commande en ligne et de livraison de repas pouvant être exigés des restaurateurs
Présenté par le député de Nelligan le **18 février 2021**
- 57) Projet de loi n° 699
Loi favorisant l'intégration des personnes immigrantes en prévoyant l'organisation de cérémonies d'accueil pour les nouveaux arrivants
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **1^{er} avril 2021**
- 58) Projet de loi n° 790
Loi modifiant la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction afin d'équilibrer les rapports de force
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **15 avril 2021**
- 59) Projet de loi n° 791
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **30 septembre 2021**
- 60) Projet de loi n° 792
Loi renforçant la transparence des conseils municipaux
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **14 avril 2021**
- 61) Projet de loi n° 794
Loi modifiant la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec afin de favoriser la production et la circulation des informations statistiques
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **21 avril 2021**
- 62) Projet de loi n° 796
Loi sur l'Agence des infrastructures de transport du Québec
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **1^{er} juin 2021**
- 63) Projet de loi n° 797
Loi modifiant la Loi sur les sociétés par actions afin d'y intégrer l'entreprise à mission
Présenté par le député de Robert-Baldwin le **26 mai 2021**

- 64)** Projet de loi n° 890
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'aide financière aux études
Présenté par le député de Bonaventure le **27 mai 2021**
- 65)** Projet de loi n° 893
Loi facilitant la mise en marché des produits des microdistillateurs et des microbrasseurs québécois
Présenté par la députée de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **10 juin 2021**
- 66)** Projet de loi n° 894
Loi interdisant la recherche et la production d'hydrocarbures
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **16 septembre 2021**
- 67)** Projet de loi n° 896
Loi modifiant la Loi électorale afin de favoriser la parité entre les femmes et les hommes dans les candidatures au sein des partis politiques lors d'une élection générale
Présenté par le député de LaFontaine le **7 octobre 2021**
- 68)** Projet de loi n° 897
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par le député de LaFontaine le **29 septembre 2021**
- 69)** Projet de loi n° 898
Loi modifiant la Loi sur la santé publique afin de changer le mode de renouvellement de la déclaration d'état d'urgence sanitaire
Présenté par la députée d'Iberville le **6 octobre 2021**

Étude détaillée en commission

- 70)** Projet de loi n° 197
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le 9 avril 2019
Principe adopté le **13 avril 2021**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens

- 71) Projet de loi n° 793
Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d'Argenteuil le 26 mai 2021
Principe adopté le **10 juin 2021**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 72) Projet de loi n° 200
Loi concernant la Ville de Montréal
Présenté par le député de Bourget le **10 novembre 2021**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 73) Projet de loi n° 201
Loi prolongeant le délai prévu à l'article 137 de la Charte de la Ville de Gatineau
Présenté par le député de Bourget le **10 novembre 2021**, et
Renvoyé à Commission de l'aménagement du territoire
- 74) Projet de loi n° 217
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **11 novembre 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

Adoption du principe

- 75) Projet de loi n° 219
Loi concernant un immeuble situé sur la rue University à Montréal (site de l'hôpital Royal Victoria) (*titre modifié*)
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le 11 novembre 2020
Rapport de la Commission des finances publiques déposé et adopté le
14 septembre 2021

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandats règlementaires

- Audition du ministère de l'Économie et de l'Innovation sur sa gestion administrative et ses engagements financiers ;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques sur le chapitre 2 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Écofiscalité, écoconditionnalité et écoresponsabilité pour une économie verte et responsable » ;
- Audition du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques et du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation sur le chapitre 3 du rapport de juin 2020 du Commissaire au développement durable intitulé « Conservation des ressources en eau » ;
- Audition du ministère de la Famille sur sa gestion administrative et ses engagements financiers, ainsi que sur le chapitre 2 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Accessibilité aux services de garde éducatifs à l'enfance » ;
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique ;
- Audition de la Société d'habitation du Québec sur le chapitre 4 du rapport d'octobre 2020 du Vérificateur général du Québec intitulé « Programme AccèsLogis Québec : réalisation des projets d'habitation » et en suivi de la recommandation 2.1 du 41e rapport de la Commission de l'administration publique.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 200**, Loi concernant la Ville de Montréal (mandat confié le 10 novembre 2021).
- **Projet de loi n° 201**, Loi prolongeant le délai prévu à l'article 137 de la Charte de la Ville de Gatineau (mandat confié le 10 novembre 2021).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 96**, Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français (mandat confié le 4 novembre 2021).

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projet de loi :

- **Projet de loi n° 103**, Loi modifiant diverses dispositions législatives principalement aux fins d'allègement du fardeau administratif (mandat confié le 9 novembre 2021).
- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 6**, Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions (mandat confié le 10 novembre 2021).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 6**, Loi édictant la Loi sur le ministère de la Cybersécurité et du Numérique et modifiant d'autres dispositions (mandat confié le 10 novembre 2021).
- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 7**, Loi visant à faciliter le déroulement des prochaines élections générales provinciales dans le contexte de la pandémie de la COVID-19 et modifiant la Loi électorale (mandat confié le 9 novembre 2021).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 39**, Loi établissant un nouveau mode de scrutin (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 92**, Loi visant la création d'un tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et de violence conjugale et portant sur la formation des juges en ces matières (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 793**, Loi visant à reconnaître le papillon amiral en tant qu'insecte emblématique du Québec (mandat confié le 20 octobre 2021).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 101**, Loi visant à renforcer la lutte contre la maltraitance envers les aînés et toute autre personne majeure en situation de vulnérabilité ainsi que la surveillance de la qualité des services de santé et des services sociaux (mandat confié le 20 octobre 2021).
- **Projet de loi n° 197**, Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens (mandat confié le 20 octobre 2021).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 102**, Loi visant principalement à renforcer l'application des lois en matière d'environnement et de sécurité des barrages, à assurer une gestion responsable des pesticides et à mettre en œuvre certaines mesures du plan pour une économie verte 2030 concernant les véhicules zéro émission (mandat confié le 3 novembre 2021).

COMMISSION SPÉCIALE SUR L'ÉVOLUTION DE LA LOI CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- Étudier les enjeux liés à l'élargissement de l'aide médicale à mourir pour les personnes en situation d'inaptitude et les personnes souffrant de problèmes de santé mentale (mandat confié le 20 octobre 2021).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi*

- 25) Mme St-Pierre (Acadie) – **11 novembre 2021**
À la ministre de la Culture et des Communications

Le Rapport annuel de gestion 2020-2021 du ministère de la Culture et des Communications fait état, en page 50, du fait que 13,5 % des demandes d'accès à des documents administratifs ont été répondues au-delà du délai légal de 30 jours.

En effet, la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels prévoit, en son article 47, qu'une réponse doit être donnée dans un délai de 20 jours suivant la réception de la demande, et qu'un délai supplémentaire de dix jours peut être invoqué.

En guise d'explication pour ce résultat, le ministère invoque l'effet de la pandémie de la COVID-19 quant au traitement de 20 demandes qui nécessitait l'accès à des versions uniquement papier, de documents pour lesquels il était impossible pour le personnel d'y avoir accès, et ce, pendant la réorganisation découlant du confinement décrété en vertu de l'État d'urgence sanitaire.

Bien que cette explication soit tout à fait logique, il demeure que le ministère semble éprouver des difficultés à se conformer à l'obligation légale de répondre aux demandes en 30 jours, puisque selon le Rapport annuel de gestion 2019-2020 du ministère, 10 % des demandes formulées cette année-là ont été répondues au-delà du délai prévu.

Sachant que l'accès à l'information dans des délais prescrits est un des piliers du principe de transparence, est-ce que la ministre peut nous indiquer les mesures qui seront mises en place afin de s'assurer que les demandes d'accès à des documents administratifs seront traitées selon les délais prévus par la loi au sein du ministère de la Culture et des Communications ?

- 26) M. Tanguay (LaFontaine) – **11 novembre 2021**
Au ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Protection des renseignements personnels

Le Rapport annuel de gestion 2020-2021 du ministère du Conseil exécutif fait état, en page 55, que 6 % des demandes d'accès à des documents administratifs ont été répondues au-delà du délai légal de 30 jours.

En effet, la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels prévoit, en son article 47, qu'une réponse doit être donnée, dans un délai de 20 jours suivant la réception de la demande, et qu'un délai supplémentaire de dix jours peut être invoqué.

Sachant que l'accès à l'information dans des délais prescrits est un des piliers du principe de transparence, est-ce que le ministre peut nous indiquer les mesures qui seront mises en place afin de s'assurer que les demandes d'accès à des documents administratifs seront traitées selon les délais prévus par la loi au sein du ministère du Conseil exécutif ?

- 27) M. Tanguay (LaFontaine) – **11 novembre 2021**
À la ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Réforme électorale

Le Rapport annuel de gestion 2020-2021 du ministère du Conseil exécutif fait état, en page 27, que : « Le ministère a par ailleurs continué ses travaux sur le projet de loi n° 39, Loi établissant un nouveau mode de scrutin. »

Sachant que les consultations sur le projet de loi n° 39 se sont terminées le 6 février 2020, et que la seule activité législative concernant le projet de loi n° 39 qui s'est déroulée dans la période couverte par le Rapport annuel de gestion 2020-2021 d'avril 2020 à mars 2021 fut l'adoption du principe du projet de loi le 8 octobre 2020, est-ce que la ministre peut nous préciser la nature des travaux menés par le ministère au sujet du projet de loi n° 39 ?

- 28) Mme Dorion (Taschereau) – **11 novembre 2021**
Au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

J'attire aujourd'hui l'attention du ministre Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale sur la situation particulière des personnes prestataires du programme de solidarité sociale ou d'aide sociale qui ont besoin d'aides techniques fournies par les professionnels des CISSS et CIUSSS et qui, par leur déficience physique, sont aussi admissibles au programme AVQ-AVD du MSSS. Les aides techniques, ce sont de multiples choses qui peuvent sembler assez banales : sièges de toilette, seringues, marchettes, cannes...

L'important à comprendre dans ce dossier c'est qu'actuellement un régime à deux vitesses a cours dans le réseau de la santé et des services sociaux. Afin d'en faciliter la compréhension, nous proposons au ministre un exemple concret. Mme Tremblay n'est bénéficiaire ni du PSS ni du PAS. Celle-ci est évaluée à son domicile par un des professionnels de la santé de son CLSC et suite à l'évaluation, on détermine le besoin d'un siège de toilette ajustable ou d'un banc de bain. Son ergothérapeute, physiothérapeute ou infirmière remplit alors un formulaire de demande d'aide matérielle pour le programme AVQ-AVD du CLSC. Ce formulaire est analysé par une équipe professionnelle et s'il est accepté, l'équipement est payé à 100 % par le programme AVQ-AVD. Un prêt long terme est effectué. Cependant, lorsque Mme Caron, bénéficiaire de l'aide sociale, a besoin du même siège, des démarches supplémentaires doivent être réalisées puisqu'elle a un organisme payeur. En effet, une prestation spéciale est octroyée par le MTESS au MSSS pour ce type d'aide technique et ladite aide est payée en partie par le MTESS et le programme AVQ-AVD. Selon le montant octroyé par le MTESS, le programme AVQ-AVD va payer la balance. Pour obtenir cette prestation spéciale, une prescription d'un médecin est nécessaire ainsi que deux soumissions en magasin spécialisé. Par exemple, pour un lit électrique qui coûte 2000 \$, le MTESS payera 435 \$ et le programme AVQ-AVD, la différence. Pour une personne handicapée qui ne reçoit pas d'aide sociale, le MSSS couvrira 100 % des coûts via le programme AVQ-AVD. Ce processus est plus simple, plus rapide, plus efficient et requiert moins de temps de travail pour les professionnels de la santé des CISSS et CIUSSS. Aucun médecin ou médecin spécialiste n'est requis.

Ainsi, pour un siège de toilette qui coûtera 39 \$, un professionnel de la santé payé en moyenne 48 \$/h doit prendre quelques heures afin d'obtenir des documents d'un médecin ou d'un spécialiste qu'il doit fournir à l'agent du MTESS pour avoir un formulaire SR-006 (autorisation de prestation spéciale) qui doit ensuite être signé par le prestataire et envoyé au programme AVQ-AVD pour une personne prestataire du MTESS. La plupart de ces prestataires n'ayant pas de médecin de famille, ils se retrouvent à l'urgence ou au sans rendez-vous pour obtenir lesdites prescriptions écrites en partie par les professionnels du CLSC (ne font que les faire signer par le médecin). Sinon, les professionnels du CLSC doivent retracer, contacter, traquer et déranger les médecins pour ensuite attendre plusieurs semaines que ladite prescription soit envoyée par fax. La plupart du temps ces mêmes professionnels font la chasse aux prescriptions, car les prestataires sont des personnes avec des incapacités sévères rendant difficile la réalisation de ce type de tâches. Cela n'est pas sans parler du fait qu'on dérange même certains spécialistes et leurs secrétaires pour des aides techniques qui pourraient être prescrites par des professionnels de la santé avec lesquels les patients sont déjà en contact. En pleine pénurie de médecins de famille, il s'agit d'une drôle d'allocation des ressources.

Le MTESS aurait avantage à simplement transférer le montant maximal admissible directement au CLSC sur demande d'un professionnel du CLSC et ainsi éviter les prescriptions médicales et soumissions. Cela épargnerait des dépenses inutiles en salaire au MSSS qui servent simplement à transférer de petits montants entre ministères.

Eu égard à ce qui précède, mes questions au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale sont les suivantes :

- Le ministre compte-t-il instaurer un système de transfert du montant maximal admissible directement au CLSC sur demande d'un professionnel de la santé du CLSC et éviter les prescriptions/soumissions ?
- Sinon, le ministre compte-t-il alléger le programme de prestation spéciale pour permettre aux prestataires du PAS et du PSS d'obtenir les prescriptions/recommandations pour ces aides techniques par les professionnelles universitaires habilitées à le faire par les CISSS et CIUSSS et non par des médecins ?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 10 novembre 2021
Loi visant à augmenter l'offre de services de première ligne par les médecins omnipraticiens et à améliorer la gestion de cette offre – *ministre de la Santé et des Services sociaux*.

Projets de loi publics au nom des députés

- b) 4 novembre 2021
Loi modifiant la Charte de la langue française et d'autres dispositions législatives afin de renforcer la protection de la langue française – *député de Matane-Matapédia*.
- c) 10 novembre 2021
Loi encadrant la distribution d'articles publicitaires – *députée de Mercier*.

Projets de loi d'intérêt privé

- d) 10 novembre 2021
Loi concernant l'activité d'assureur de la Fédération québécoise des municipalités locales et régionales (FQM) et la fusion par voie d'absorption de La Mutuelle des municipalités du Québec avec celle-ci – *député d'Orford*.

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Loi sur le protecteur national de l'élève – *ministre de l'Éducation*.
- bb) Interpellation du député de Mont-Royal–Outremont au ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles sur le sujet suivant : *Les Québécois vont payer cher le prix des mauvaises décisions du gouvernement caquiste notamment en matière de tarifs d'énergie*.